

## **CDEN du lundi 5 septembre 2016 déclaration FSU des Hautes-Pyrénées**

Madame le Préfète,  
Monsieur le DASEN,  
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

La terreur a une nouvelle fois endeuillée notre pays au cœur de l'été. Dans ce cauchemar, le monde politique n'a pas gagné en dignité par ses réactions et a donné un bien triste spectacle.

D'aucuns ont surfé sur la peur, prononçant des propos simplistes, des paroles haineuses, contraires à la nécessaire unité seule à même de faire rempart au terrorisme. L'école n'échappe pas à ce qui est devenu un enjeu politique de la future campagne électorale. On voit refluer des propositions passéistes et démagogiques. De leur côté, les ministres de l'Intérieur et de l'EN ont donné des consignes pour garantir la sécurité des écoles à la rentrée. S'il faut trouver le juste équilibre entre le déni et la psychose, et si personne ne met en cause la nécessité de tenir compte de l'actualité, attention à ne pas « bunkeriser » l'école, à ne pas la couper de son environnement.

C'est en investissant dans l'école qu'on protège aussi les élèves.

Et c'est dans les classes, au quotidien, qu'il faut œuvrer à l'épanouissement et à la réussite des élèves, à la construction du vivre ensemble et des valeurs de la République.

Pour cela, l'école doit cesser d'être le sanctuaire du déterminisme social.

Le ministère de l'éducation Nationale doit cesser de mener une politique de classe, s'organiser le tri social !

Pour pallier aux politiques injustes et inégalitaires, la volonté des personnels et la passion du métier ne suffisent plus !

Les nouveaux programmes du CP à la 3ème, nécessitent de la formation et induisent une charge de travail supplémentaire considérable. La communication du ministère avait assuré vouloir « actionner tous les leviers en même temps » afin de mettre en œuvre la réforme. Nous constatons que la mise en action simultanée de tant de leviers conduit surtout, pour les personnels, à ces sentiments mêlés: un pilotage confus assorti d'une bien piètre considération.

Dans notre Ministère, on peut dire que nous expérimentons aussi l'inversion de la hiérarchie des normes, puisque la philosophie de la réforme du collège revient aussi à donner au local une grande part d'autonomie avec le renforcement du pouvoir des chefs d'établissement, au détriment du cadre national de l'éducation.

Dans le second degré, cette rentrée scolaire s'effectue dans des conditions toujours plus difficiles, voire chaotiques. Nous constatons que le nombre d'élèves par classes continue d'être trop élevé. D'autre part nous constatons un nouveau record sur la liste des postes non pourvus à la rentrée.

La réforme du collège a été imposée contre la majorité des personnels depuis avril 2015. Jamais l'administration n'a consenti à amorcer un dialogue avec la profession. Au cours de l'année scolaire qui vient de s'achever, des sessions de « formation » à cette réforme ont été imposées par l'administration aux enseignants contre leur volonté, et au détriment de leur présence devant leurs élèves. Les enseignants en sont ressortis avec le double sentiment de subir, d'une part, le mépris de leur

hiérarchie, et la certitude, d'autre part, que cette réforme n'est pas applicable, sauf au détriment des élèves et des équipes pédagogiques.

Cette réforme, qui se prétend égalitaire, par la destruction d'enseignements et d'options prétendument élitistes, conduit au contraire à la mise en place d'un service public d'éducation géré de manière injuste et arbitraire suivant les territoires.

La FSU 65 ne peut pas laisser le ministère afficher un bilan positif de la loi de refondation. Notre analyse est plus contrastée, notamment sur le manque de rupture avec les politiques éducatives antérieures. Les réformes engagées pour le moment, ne réduisent pas la difficulté et les inégalités scolaires, affichent des principes peu ou pas concrétisés sur le terrain et engendrant la colère de nombreux collègues qui espéraient une amélioration concrète et substantielle de leurs conditions de travail.

En conclusion de ce CDEN de rentrée qui est le dernier du quinquennat, on peut d'ores et déjà tirer le bilan suivant.

Les budgets alloués à l'éducation nationale et les recrutements insuffisants n'ont pas permis de compenser les pertes subies dans la mandature précédente.

Si l'on compare avec les cadeaux fiscaux offerts sans contreparties au patronat on peut même dire que la priorité à l'école et à la jeunesse annoncée en début de mandature reste très relative.